

"La question des déchets n'est pas un débat politique"

A lors que l'accès au centre d'enfouissement de Prunelli est bloqué par les élus du territoire depuis le 20 août, le maire de la commune Pierre Siméon de Buochberg tient à s'adresser à la population. Il veut notamment s'expliquer sur son attitude dans le conflit qui l'oppose, avec d'autres maires du Fium'Orbu-Castellu, à la majorité territoriale sur la question des déchets.

Vous étiez aux côtés des maires de l'interco dimanche dernier pour une conférence de presse. En revanche, on ne vous a pas vu lundi soir à la réunion publique organisée sur votre commune par les élus nationalistes. Vous refusez de débattre ?

Je n'ai pas pour habitude de fuir mes responsabilités. Mais j'ai effectivement pris la décision de ne pas assister à cette réunion publique. Une décision prise après réflexion, avec d'autres maires du territoire d'ailleurs, à l'issue de la conférence de presse que nous avons donnée dimanche. Le président de l'office de l'environnement, François Sargentini, parle de position politique pour évoquer le blocage du site. Il veut amener le débat sur le terrain politique alors que le problème est simplement technique et financier. Le débat, je ne le refuse pas. Mais je me tiens à ce que j'ai toujours dit : pas un kilo de déchets de plus sur le site.

Ce n'est pas tout à fait le cas pourtant puisque le tonnage annuel a été considérablement augmenté depuis 2015.

Effectivement, en 2015, 2016 et 2017, le centre de la Stoc a dû enfouir, par dérogation préfectorale, 60 000 tonnes par an. Au moment de la création du site, j'avais négocié un volume d'enfouissement annuel de 40 000 tonnes avec une taxe de 60€ la tonne pour notre territoire, la plus basse de Corse, et cela pour une durée de dix ans. Aujourd'hui, l'Exécutif veut nous imposer des tonnages supplémentaires pendant encore trois ans. Ce qui implique, de facto, une durée de vie raccourcie de trois ans pour le CET et une augmentation de la taxe à 180€ qui pèsera ensuite sur nos



En pleine - nouvelle - crise des déchets qui place sa commune au cœur de l'actualité régionale, le maire de Prunelli explique son positionnement. (PHOTO STÉPHANE GAMANT)

contribuables. Il faut rajouter à cela la perte sèche des indemnités que verse la Stoc à la commune qui s'élève à 5€ la tonne mais aussi le risque de voir des salariés qui travaillent ici perdre leurs emplois. Ma position est donc tout, sauf politique. Elle trouve sa légitimité dans la volonté de préserver les intérêts de la population. Depuis le début de cette affaire, en tant que maire et en tant qu' élu de la comm'comm, je ne cesse de le marteler : seule cette volonté guide mon action.

L'Exécutif vous appelle, avec les autres élus, à reprendre les discussions. Vous vous y refusez ?

Que les choses soient claires, je ne serai pas l'homme qui empêche les négociations. Mais l'Exécutif veut nous imposer ces tonnages supplémentaires au nom d'un plan qui, à ce jour, ne nous a pas été communiqué et sans que nous ayons en notre possession le moindre document expliquant sa stratégie. Je réponds simplement : présentez-nous des solutions fiables, techniquement et

financièrement. Et non pas des solutions bancales qui n'existent aujourd'hui que sur du papier.

Ce plan, vous n'y croyez pas ?

Pour l'instant, nous n'en avons pas vu la couleur. Les élus de la microrégion ont décidé de demander, par courrier, au président de l'Exécutif de leur faire parvenir ce plan. Il devra prendre en compte le bien-être des populations et non pas apporter des solutions de pis-aller qui ne font que décaler le problème dans le temps. Faut-il rappeler les précédents qui ont échoué depuis trois ans ? Tallone 2 : avorté. Ghjuncaghju : mort et enterré. Vico : fermé en 2017, Moltifao et Castifao : fins de non-recevoir. Si le plan n'est pas fiable, pour ma part, je ne céderai pas.

Comme les autres élus du territoire, vous réφέtez toute notion de marchandage ?

Que ce soit clair une fois pour toutes : il n'y a aucune négociation menée pour obtenir des avantages pour le territoire. Il est inconcevable, pour moi comme pour les autres élus, d'utiliser la crise des déchets pour un misérable marchandage. Je le répète pour que cette mauvaise rumeur s'éteigne définitivement. Les élus d'opposition de Prunelli ont appelé à la réunion publique de M'gliacciaru. J'en prends acte. Ils soutiennent la demande de l'Exécutif contre l'intérêt de la population. Je laisse cette dernière juger.

Pour ma part, en tant qu' élu responsable, je resterai vigilant. Et même si nous n'avons pas, hélas, les compétences dont dispose l'Exécutif, nous sommes habitués par une très forte volonté de trouver des solutions alternatives pour l'avenir.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR ISABELLE VOLPAJOLA**

"Nous devons, dès aujourd'hui, envisager l'après Stoc"

"Nous avons toujours été en avance sur les déchets et nous avons encore une vision à long terme. Nous devons donc, dès aujourd'hui, envisager l'après Stoc. Cela passe forcément par une écoute des professionnels du secteur des déchets. J'invite ceux qui ont des solutions à nous proposer à nous faire parvenir leur dossier que nous étudierons. Nous avons déjà tracé les grandes lignes. Il s'agit de trouver le meilleur procédé pour parvenir au traitement le plus abouti, à la revalorisation la plus poussée possible des déchets recyclés et à la revalorisation énergétique, en garantissant l'absence de pollution et le respect de la qualité de vie de nos administrés. Ces solutions doivent être financièrement acceptables, en assurant la sauvegarde des emplois et en s'intégrant dans le schéma général de la politique déchets de la CdC. Nous n'hésiterons pas à proposer à l'Exécutif d'intégrer nos solutions dans le plan à venir." **I. V.**